



juin 2010

# Le POING & La ROSE

la lettre des socialistes de Chevilly-larue

Notre site : <http://ps-chevilly.org>

**S**ujet majeur, s'il en est, la réforme des retraites, et tout d'abord celles du régime général, se profile. Sujet d'inquiétude aussi lorsque l'on sait que la moitié des retraités vivent avec moins de 1000 euros par mois et lorsque l'on connaît les penchants ultra libéraux et nocifs du gouvernement. Pourquoi nocifs : parce que, pour la droite, ce sujet n'est qu'un centre de coûts et gageons que ses propositions n'iront pas vers la solidarité comme en témoigne la réforme Balladur qui a fait baisser de 20 % le niveau des retraites.

Alors nous, Socialistes, réaffirmons qu'il faut maintenir la retraite par répartition tout en élargissant les bases de cotisations et en ne les limitant pas aux seuls salaires. S'il n'est pas indécent que des entreprises génèrent des bénéfices, ce qui l'est en revanche, c'est que cela ne profite, ni aux salariés, ni à la société en général. Arrêtons de voir le salarié comme seul pourvoyeur de l'équilibre du financement des retraites. Les revenus boursiers, les dividendes, les stocks options, qui ne sont pas issus directement du travail salarié doivent participer à l'effort de solidarité entre générations.

Nous affirmons également comme non négociable le maintien du droit de départ en retraite à 60 ans tout en introduisant une notion de pénibilité liée à l'emploi occupé. Il faut assortir cette mesure de possibilité de départ anticipé si le nombre trimestres cotisés est atteint. L'effort supplémentaire que représente l'augmentation des trimestres cotisés peut s'entendre du fait de l'allongement de la durée de vie, mais en aucun cas il ne peut se concevoir sans garanties d'un revenu digne (actuellement, un million de retraités vivent sous le seuil de pauvreté soit avec moins de 900 euros/mois).

Nous souhaitons donc, nous Socialistes, que les forces de gauche participent pleinement à ce débat et qu'elles soient, surtout, entendues.

**Pascal BOYER**

## BURQA : L'AVIS DES SOCIALISTES

Oui, mais... Les socialistes posent leurs conditions à l'acceptation d'un projet de loi contre le voile intégral. Soucieux de ne pas stigmatiser la communauté musulmane, nous sommes convaincus en effet qu'une loi n'a de sens que si elle s'inscrit dans une démarche de concorde républicaine qui transcende les appartenances politiques et rassemble les Français, quelle que soit leur appartenance. De notre point de vue, la recherche du consensus exclut d'emblée toute forme de précipitation...

À la loi d'interdiction générale que préconise le gouvernement et l'UMP, nos députés entendent ainsi substituer un texte conciliant la nécessaire défense de l'ordre public et le respect des libertés. L'interdiction du voile intégral serait circonscrite aux services publics, aux commerces et aux mineurs, cas pour lesquels nul ne peut contester des problèmes évidents d'identification, d'ordre public et de protection des enfants.

**Bruno TRANCHANT**

## L'APRÈS RÉGIONALES 2010

Les régionales de mars 2010 ont été pour tous les socialistes de France un signe encourageant et nous remercions très vivement les 1 219 Chevillaises et Chevillais du 1<sup>er</sup> tour et les 3 097 du 2<sup>ème</sup> tour qui ont porté leurs suffrages sur la liste conduite par Jean-Paul Huchon, vainqueur en Ile-de-France et très largement en tête sur les deux tours à Chevilly-Larue. La forte abstention relativise bien sûr le sentiment des socialistes qui en retiennent surtout l'espoir dont ils sont porteurs de conduire une gauche victorieuse lors de prochaines échéances électorales face à un pouvoir arrogant et méprisant pour celles et ceux qui ne sont pas de son camp et plein de prévenances pour les siens. L'après régionales 2010, c'est donc l'occasion de réfléchir sur les campagnes électorales et leurs promesses puis sur la réalité des propos et des faits une fois au pouvoir. Les régionales ont clairement montré les limites et les dégâts d'une politique tournée vers une minorité au détriment du plus grand nombre. Vous pouvez compter sur les socialistes pour retenir cette leçon et conforter leurs valeurs et travaux dans ce sens afin d'être porteurs demain, avec la gauche, d'une réelle alternative.

**Patrick CEYPEK**

**PS**





## LE SENS DU BUDGET

**A**cte majeur de la vie communale, le vote du budget cristallise toutes les attentions. Notre point de vue, de façon synthétique : dans le cadre d'une recentralisation des pouvoirs sur l'État, la réforme des collectivités par la suppression emblématique de la taxe professionnelle, assombrit l'avenir du financement local. Les associations d'élus, de tous bords, se sont ainsi lancées dans la bataille pour que la réforme soit, au pire, soutenable, au mieux, abrogée. Sur notre Région, l'incertitude s'accroît encore par la volonté du Président Sarkozy de se préparer pour un deuxième mandat présidentiel. Et de profiter ainsi de l'aubaine pour faire de notre territoire un terrain de jeu qui pourrait lui permettre de remodeler l'Île-de-France à son avantage. Pour Chevilly-Larue, les éléments budgétaires 2010 montrent un manque à gagner "limité", l'inquiétude se portant plutôt sur les années à venir. Nous sommes donc dans l'expectative, comme l'ensemble des communes de France.

Ceci pour dire que, la situation économique et sociale peu rassurante des Français étant avérée et les Chevillais ne dérogeant pas au contexte national, voire international, il aurait été souhaitable, à notre sens et comme nous l'avons déjà exprimé, d'avoir une position solidaire vis-à-vis de la population.

Notre proposition était donc, comme cela s'est

passé dans d'autres villes du Val-de-Marne, de ne pas accroître les taux d'imposition en 2010. Cela aurait été possible, sans toucher aux services en direction des Chevillais les plus touchés par la crise :

- en reportant la subvention du SMSH dont nous attendons toujours, en vain, un bilan social et économique ;
- en supprimant la création de la brigade équestre qui fait tant débat, y compris sur le plan de l'efficacité attendue ;
- en évitant d'engager les études du Centre de Loisirs du fait du simple respect du principe de précaution, dont l'évolution récente des règles sanitaires démontre la pertinence ;
- en reportant le projet de ferme pédagogique, inscrite au budget.

Ce ne sont que quelques pistes, qui, pour peu que nous ayons été associés à l'élaboration du budget en amont et dans la transparence, auraient peut être permis l'adhésion de notre groupe aux thèses du Maire.

En conséquence, et par solidarité avec les Chevillais et Chevillais, nous avons voté contre cette proposition de budget qui ne nous paraît pas prendre en compte la situation des familles.

Pascal RIOUAL

## INTERCOMMUNALITE

**V**al-de-Bievre ou Pôle Orly-Rungis ? La question fait débat, d'autant que l'obligation, pour notre ville, d'intégrer un périmètre intercommunal se fait de plus en plus pressante. Le préfet du Val-de-Marne se trouve en effet dans l'obligation de boucler son schéma départemental d'ici fin 2011, avant sa mise en œuvre effective le 1<sup>er</sup> janvier 2014, au plus tard. La réflexion est donc de mise.

Depuis longtemps, les socialistes insistent sur la nécessité, pour la municipalité, de s'engager dans une démarche volontariste, au même titre que leurs partenaires issus des rangs de la gauche. Le sujet est sérieux. Suffisamment, en tout cas, pour qu'on y prête une oreille attentive. Deux solutions s'offrent à nous : la Communauté d'Agglomération du Val-de-Bievre (CAVB)<sup>(1)</sup>, pour commencer, qui, depuis dix ans, regroupe des collectivités politiquement proches dont les équipements, financés par le biais de l'intercommunalité, attirent naturellement, dans les aspects de la vie quotidienne, de nombreuses familles Chevillais. Deuxième option, le Pôle Orly-Rungis<sup>(2)</sup>

dont l'attractivité économique ne prête guère à discussion, en raison de la présence de la SILIC, de la zone aéroportuaire, du MIN de Rungis et d'une kyrielle de sociétés de service. Seul obstacle, mais de taille : une absence évidente d'homogénéité politique qui fragilise l'édifice. Difficile, en effet, de faire cohabiter, sur un même territoire, des communes aux sensibilités si différentes.

Choix cornélien donc que celui-ci, à l'heure où la disparition de la taxe professionnelle pose question. Quid, dans ces conditions, de l'impact des finances sur l'intercommunalité que nous appelons tous de nos vœux ? N'y a-t-il pas lieu de craindre une hausse mécanique des impôts locaux ? Qu'on le veuille ou non, le bon sens commande une remise à plat du sujet et la réalisation d'études actualisées entre les deux périmètres envisagés. Le sujet est sensible, d'autant que notre avenir commun en dépend et que le financement d'installations importantes est en jeu. Alors, avançons !

Bruno TRANCHANT

(1) Gentilly, Arcueil, Kremlin-Bicêtre, Villejuif, Cachan, L'Haÿ-les-Roses, Fresnes (2) Rungis, Chevilly-Larue, Thiais, Orly, Villeneuve-le-Roi, Choisy-le-Roi, Ablon